

"La gratuité est beaucoup plus réaliste économiquement que le revenu universel" - Entretien avec Paul Ariès

Paul Ariès est journaliste et politologue, reconnu notamment comme l'un des penseurs contemporains de la décroissance. Il travaille depuis plus de 10 ans sur le concept de "gratuité" comme contre modèle à la marchandisation du monde insufflée par le néolibéralisme. En septembre 2018, il publie *Gratuité contre capitalisme : des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, sous la forme d'un manifeste, à l'occasion des 10 ans de l'Observatoire international de la gratuité. Notre interviewé prend en cette période une part active dans l'organisation de Forum national de la gratuité, dont la deuxième édition se tiendra à Lyon le 5 janvier 2019. Retour sur ce concept de gratuité subversive.



LVSL – Nous allons revenir sur ce que vous entendez par gratuité. Mais avant, nous aimerions comprendre de quel constat vous parlez. Dans votre dernier article pour le *Monde diplomatique*, vous dites que

"la gratuité offre le moyen de terrasser les quatre cavaliers de l'Apocalypse qui menacent l'humanité et la planète : marchandisation, monétarisation, utilitarisme et ékonomisme".

Pouvez-vous expliciter rapidement chacune de ces quatre menaces produites pour vous par le capitalisme ?

► Paul Ariès – Je pars d'une bonne et d'une mauvaise nouvelle, même si j'insiste infiniment plus sur la bonne que sur la mauvaise.

Commençons cependant par la mauvaise : notre société va droit dans le mur, écologiquement, socialement, anthropologique et politiquement.

□ Chaque début août nous dépassons les capacités de régénération de la planète. Cette date est une moyenne et comme toute moyenne, elle cache autant qu'elle révèle : aux États-Unis, c'est fin mars, en Allemagne mi-avril et en France début mai, mais en Afrique c'est plusieurs années plus tard.

- ❑ 20 % des humains s'approprient 86 % du gâteau planétaire.
- ❑ Des milliards d'humains souffrent de la faim et de la soif. La planète est pourtant bien assez riche pour permettre à huit milliards d'humains de vivre bien.
- ❑ L'ONU ne cesse de rappeler qu'il suffirait de mobiliser 30 milliards de dollars par an pendant 25 ans pour régler le problème de la faim dans le monde. L'ONU ajoute qu'avec 70 milliards on réglerait le problème de la grande pauvreté.
- ❑ Ces 30 ou 70 milliards sont introuvables, mais les dépenses militaires atteignent 1600 milliards de dollars, les dépenses publicitaires 800 milliards et le gaspillage alimentaire nord-américain 100 milliards de dollars par an, soit trois fois ce qui serait nécessaire pour régler le problème de la faim dans le monde.

Notre système est totalement fou !

Je suis **un objecteur de croissance** amoureux du bien-vivre parce que je suis convaincu que la gratuité est au cœur de la solution. La défense et l'extension de la sphère de la gratuité ne sont pas seulement des réponses immédiates aux urgences économiques, sociales, écologiques, politiques et anthropologiques, mais le début du commencement d'une civilisation qui devrait permettre de terrasser ce que j'ai nommé les quatre cavaliers de l'Apocalypse qui détruisent l'humanité et la planète. Nous confondons malheureusement trop souvent ces notions, ce qui contribue à nous rendre impuissants.

"la gratuité offre le moyen de terrasser les quatre cavaliers de l'Apocalypse qui menacent l'humanité et la planète : marchandisation, monétarisation, utilitarisme et économisme".

Anticipant sur la démonstration, je rappellerai que

- ❑ le simple fait d'utiliser une unité monétaire ne signifie pas forcément donner un prix ;
- ❑ que donner un prix ne signifie pas forcément créer un marché
- ❑ et que créer un marché ne signifie pas nécessairement financiariser un domaine.

La monétarisation d'un préjudice par un tribunal n'a ainsi strictement rien à voir avec un prix de marché. Le chiffrage monétaire ne constitue pas un invariant an-historique, mais est devenu une habitude. Et la société de la gratuité n'a pas nécessairement à s'en passer, **le bien gratuit a toujours un coût.**

❑ Sortir de la marchandisation

La gratuité du bon usage et le renchérissement du mésusage rompent donc avec la logique de la marchandisation, car marchandiser renvoie à la définition du prix par le marché, tandis que la gratuité et les tarifs majorés sont définis politiquement.

La gratuité a autant besoin des citoyens que le capitalisme des marchands.

Mais alors que la marchandisation ramène tous les domaines de l'existence à une catégorie économique unique pour permettre le développement d'une offre et d'une demande capables de créer un marché au sens capitaliste du terme, la gratuité campe toujours du côté de la différenciation des usages. La gratuité n'est donc pas soluble au sein du régime capitaliste. Alors que le prix est censé envoyer un signal sur l'état quantitatif de l'offre et de la demande, la gratuité utilise le signal prix pour tenir un discours de type qualitatif sur le bon mode de vie.

Conséquence : tandis que la marchandisation crée une société avec des œillères, supposant, par exemple, possible de substituer des robots pollinisateurs aux colonies d'abeilles, puisque le capital technique pourrait toujours se substituer au capital naturel, la gratuité rompt avec cet aveuglement, d'autant plus qu'elle attire l'attention sur les fameux "effets rebonds", qui font que les gains obtenus dans un domaine sont immédiatement perdus ailleurs. Ainsi, les progrès réels réalisés en matière de motorisation, depuis les années 1970, ont été plus que gaspillés, puisque nous avons davantage de voitures, qu'elles sont plus grosses et équipées de gadgets énergivores, comme la climatisation. La gratuité, en valorisant les (bons) usages et donc la valeur d'usage contre la valeur d'échange, porte en elle un modèle économique "débondissant" sur les plans énergétique, pharmaceutique, etc.

□ Sortir de la monétarisation

Monétariser a eu un effet positif dans l'histoire en permettant que les biens/services ne soient plus socialement prédestinés et en libérant leur accès à quiconque avait suffisamment d'argent.

Les biens étaient auparavant cloisonnés et hiérarchisés de façon à dupliquer le cloisonnement et la hiérarchisation du corps social. Dans une société d'ordre, comme l'Ancien Régime, certains avaient accès à des biens et d'autres non, même en étant fortunés. L'argent, en rendant équivalents tous les biens entre eux, a donc permis le passage à une société où seul l'argent discrimine.

La démonétarisation aura, bien sûr, un autre sens dans une société de la gratuité, égalitaire par besoin et par principe, car bien que cela rendra aux produits une dimension qualitative, cela ne se traduira aucunement par une légitimation des inégalités sociales. Les biens retrouveront une âme et une épaisseur, et pas un sexe comme ils l'ont encore trop souvent dans les sociétés machistes, mais en fonction d'objectifs librement et démocratiquement choisis. Il n'y aura plus l'eau du pauvre et l'eau du riche, mais l'eau pour boire, se laver, faire son ménage, remplir sa piscine privée, bref pour des usages que la société jugera bons ou mauvais.

□ Sortir de l'économisme

L'économisme n'est pas la poursuite de l'économie sur une autre échelle et avec d'autres moyens comme on le croit trop souvent. L'économie est étymologiquement l'art de bien administrer la maison et Aristote distinguait une bonne et une mauvaise économie. À ce sujet Karl Polanyi écrit "La fameuse distinction qu'il

observe dans le chapitre introductif de sa Politique, entre l'administration domestique proprement dite et l'acquisition de l'argent ou **chrématistique**, est probablement l'indication la plus prophétique qui ait jamais été donnée dans le domaine des sciences sociales ; encore aujourd'hui, c'est certainement la meilleure analyse du sujet dont nous disposions".

□ La bonne économie relève donc d'une gestion prudente des ressources en vue de les rendre disponibles quand elles sont nécessaires à la vie et utiles à la communauté familiale ou politique.

□ La mauvaise économie a pour finalité "l'accumulation même de l'argent" en inversant ainsi les moyens et le but.

Le capitalisme est alors une mauvaise chrématistique puisqu'il vise à accumuler du capital et ne peut s'y soustraire sans succomber. La gratuité est du côté d'une bonne chrématistique puisqu'elle satisfait les besoins en nuisant le moins possible aux écosystèmes. Si la bonne chrématistique est bornée par le fait que les besoins humains en termes de consommation sont limités, l'accumulation d'argent ne connaît, en revanche, aucune limite objective.

□ Sortir de l'utilitarisme

La gratuité remet en cause, dans ses postulats et dans le fonctionnement qu'elle implique, la représentation utilitariste. Ce n'est donc pas par hasard que le MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) a consacré, en 2010, un numéro spécial de sa revue à la question de la gratuité.

L'utilitarisme se définit par la conjonction de deux idées fortes : l'action des individus serait et devrait être régie par une mécanique du calcul intéressé et devrait contribuer objectivement à l'accroissement du plus grand bonheur du plus grand nombre. L'anti-utilitarisme ne dénie pas l'existence de l'intérêt, mais avance que les intérêts ne se limitent pas aux seuls intérêts économiques et qu'il existe des intérêts d'honneur, de reconnaissance, etc., et considère, en outre, qu'il existe d'autres logiques que celle du seul intérêt, même élargi aux dimensions non économiques, comme les obligations, l'altruisme, l'empathie, etc.

La gratuité rompt avec la philosophie utilitariste qui considère que l'humain serait avant tout un animal calculateur. Elle dépasse déjà l'utilitarisme en passant d'un "intérêt **à...**" à un "intérêt **pour...**", c'est-à-dire en développant les motivations intrinsèques contre les motivations extrinsèques, ce que le psychologue hongrois Mihaly Csikszentmihalyi nomme **l'état de flow** (qui consiste à être absorbé par ce que nous faisons) et qu'il définit comme le secret véritable du bonheur humain.

LVSL – Qu'est-ce que vous entendez par gratuité et comment la gratuité permet-elle de parer à ces quatre menaces principales ?

► Paul Ariès – La gratuité que je défends est, bien sûr, **une gratuité construite économiquement**. Si l'école publique est gratuite c'est parce qu'elle est payée par les impôts.

La gratuité est donc le produit ou le service débarrassé du prix, mais pas du coût.

Cette gratuité est aussi socialement, culturellement, juridiquement, anthropologiquement, politiquement construite. Il ne s'agit pas de suivre le vieux rêve mensonger "Demain, on rase gratis" ; ni de croire aux "lendemains qui chantent", car elle veut justement chanter au présent. Elle ne promet pas une liberté sauvage d'accès aux biens et services, mais relève d'une grammaire, avec ses grandes règles et ses exceptions.

□ Première règle : la gratuité ne couvre pas seulement les biens et services qui permettent à chacun de survivre comme l'eau vitale et le minimum alimentaire, elle s'étend, potentiellement, à tous les domaines de l'existence, y compris le droit au beau, le droit à la nuit, etc. L'OLG a recensé les mille et une formes que prend cette longue marche vers une civilisation de la gratuité : gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, de la restauration scolaire, des services culturels, des équipements sportifs, des services funéraires, de la santé, de l'enseignement, du logement, des transports en commun scolaires et urbains, etc.

□ Deuxième règle : si tous les domaines de l'existence ont vocation à être gratuits, tout ne peut être gratuit dans chacun des domaines, et, pas seulement pour des raisons de réalisme comptable, mais parce que la gratuité est le chemin qui conduit à la sobriété. C'est pourquoi je propose un nouveau paradigme : **gratuité du bon usage face au renchérissement, voire à l'interdiction du mésusage**. Cela peut sembler compliqué, mais c'est très simple : pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine ? Il n'existe pas de définition scientifique et encore moins moraliste, de ce que serait le bon ou le mauvais usage des communs, la seule définition est politique : c'est aux citoyens, aux usagers de définir ce qui doit être gratuit, renchéri ou interdit. **La gratuité fait donc à la fois le pari de l'implication citoyenne et de l'intelligence collective**. C'est un pari informé par le retour d'expérience qui prouve que les gens font spontanément très bien la différence entre un usage normal de l'eau, par exemple, et son gaspillage.

□ Troisième règle : le passage à la gratuité suppose de transformer les produits et services préexistants dans le but d'augmenter leur valeur ajoutée sociale, écologique et démocratique. Une restauration scolaire gratuite doit permettre, par exemple, d'avancer vers une alimentation relocalisée, re-saisonnalisée, moins gourmande en eau, moins carnée, faite sur place et servie à table.

LVSL – En quoi votre vision de la gratuité s'oppose-t-elle à l'idée d'un Revenu universel, comme pourrait le proposer Benoit Hamon ? Et que pensez-vous de la notion de salaire à vie, défendue par Bernard Friot ?

► Paul Ariès – Je reconnais volontiers la générosité qui anime la majorité des partisans des projets de revenu universel, mais je pense qu'ils sont mal fondés, car ils reposent sur l'idée de la fin du travail, défendue par Jeremy Rifkin, alors qu'il serait préférable de les asseoir sur la crise de la marchandisation, ce qui conduirait à prôner un revenu d'existence démonétarisé, bref, la gratuité. Il peut sembler paradoxal d'annoncer la fin du travail alors que la croissance de la productivité du travail est à son plus faible niveau¹. En France, elle était de 4,7 % sur la période 1950-1975, de 2,8 % entre 1975-1995, de 1,6 % sur la période 1995-2007, mais elle est tombée à 0,35 % depuis 2007.

La gratuité est préférable au don en argent pour trois raisons que ce soit dans le cadre des propositions de revenu universel ou de salaire socialisé :

¹ Guillaume Allègre, OFCE, Science Po, Paris, France.

□ Mon premier argument reprend l'analyse de Denis Clerc qui considère que les projets de revenu universel constitueraient une usine à gaz à laquelle il préfère l'augmentation des prestations existantes. Un revenu de substitution devrait être au moins de 785 euros par mois pour les moins de 60 ans et de 1100 euros pour les plus de 60 ans, sinon il représenterait un recul social par rapport au revenu actuel, qui est de 785 euros par mois pour les 25/60 ans (en tenant compte du RSA et des allocations logement) et de 1100 euros pour les plus de 65 ans et les handicapés (compte tenu du minimum vieillesse, des allocations spécifiques et des APL). Il ne s'agit surtout pas, en effet, d'instaurer un revenu de survie. La contrepartie doit être suffisante pour permettre de vivre bien. L'University Collège de Londres confirme les travaux de l'OLG en comparant le coût d'un revenu universel de base au Royaume-Uni à celui de la gratuité des services universels de base. Ces derniers coûteraient 42 milliards de livres contre 250 milliards pour le revenu universel, soit un dixième seulement de la somme. Ce coût représente 2,2 % du PIB britannique contre 13 % pour le revenu universel. La gratuité est donc beaucoup plus "réaliste" économiquement que le revenu universel.

□ J'ajoute qu'un deuxième danger d'un revenu universel dans sa version monétaire serait de maintenir, voire d'étendre, la monétarisation. Dire qu'on va rémunérer la garde des enfants par leurs parents, qu'on va rémunérer les étudiants pour qu'ils apprennent, qu'on va rémunérer les paysans pour les services rendus à l'environnement ne cadre pas avec une logique souhaitée de rupture d'avec le capitalisme. C'est pourquoi André Gorz, philosophe de l'écologie politique, est passé de l'idée d'allocation universelle à celle de la centralité de la gratuité².

□ Mon troisième argument est de toute autre nature, puisque même les meilleurs projets de revenu universel ne font que la moitié du chemin, car rien ne garantit, d'une part, que les sommes versées seront utilisées pour des produits à forte valeur ajoutée écologique, sociale, démocratique et parce que, d'autre part, nous resterions dans la logique de la définition individuelle des besoins et donc dans celui de la société de consommation. La gratuité présente le grand avantage de ne pas être seulement une réponse à l'urgence sociale, mais un instrument pour commencer à rendre ce monde capitaliste impossible selon la formule de Geneviève Azam.

LVSL – Dans votre livre, vous expliquez que la gratuité contribue à responsabiliser les ponctions réalisées sur l'environnement, plus que ne pousse au gaspillage. Comment expliquez-vous cela ?

► Paul Ariès – La gratuité, loin d'engendrer le gaspillage, comme le clame la fable de la "tragédie des communs" de Garnett Hardin et de tous les chiens de garde du système, contribue à responsabiliser. Le Nobel d'économie Elinor Ostrom a depuis tordu le cou à cette légende en montrant que **les Communs n'existent toujours qu'avec des règles collectives encadrant leurs usages**, sauf, bien sûr, dans l'imagination des dévots du capitalisme. L'hypothèse de Hardin fonctionne dans le cadre de la rationalité de l'homo-economicus qui n'est justement pas celle des communautés d'hier et de la civilisation de la gratuité qui naît sous nos yeux. Je ne donnerai qu'un exemple, celui des médiathèques. Lorsqu'elles sont payantes, nous en voulons pour notre argent, nous empruntons le maximum autorisé comme de bons petits consommateurs. Le passage à la gratuité se traduit par une augmentation du nombre d'abonnés, ce qui est attendu, mais, aussi, et c'est plus surprenant, par une baisse du nombre de livres, CD, DVD empruntés. L'abonné n'est déjà plus un bon consommateur, mais un usager davantage maître de ses usages.

² André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Éditions Galilée, Paris, 1997, pp. 140-149.

J'aimerais prendre l'exemple d'Internet de la loi Hadopi. Dès 2009, j'ai pris position contre la loi Hadopi (Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet), car un texte qui criminalise toute une génération est mauvais. Hadopi sanctionne le P2P (peer-to-peer) alors que ce qui se développe est davantage le streaming. Le but est de pénaliser ceux qui veulent partager gratuitement et non ceux qui téléchargent, car le streaming se trouve légitimé aux yeux du système par le fait qu'il faille accepter, en échange, la publicité. Je souscris donc pleinement à l'analyse de Laurent Paillard : "Le délit n'est plus constitué par la gratuité de la jouissance, mais par le fait qu'elle a lieu hors marché. C'est pourquoi le but de la loi n'est pas ici de protéger les artistes, mais bien de développer la marchandisation de la culture et son financement par la publicité ce qui est la pire des choses"³.

Cette gratuité, via la publicité, s'avère être une gratuité factice, car elle ne correspond pas à un mouvement de démarchandisation, mais à une autre façon de marchandiser (souvent en pire).

Nous devons donc appliquer le principe de la gratuité de l'usage et du renchérissement du mésusage à Internet en commençant par faire d'Internet un véritable service public et en sortant de la logique du forfait qui incite à surconsommer. Il s'agit de rendre gratuit le téléchargement de biens immatériels jusqu'à une certaine limite, puis, au-delà d'échelonner son renchérissement par une contribution qui finance la rémunération des créateurs. Ce dispositif reprend, en partie, celui de la proposition de loi du député UMP Michel Zumkeller, en date du 4 mai 2010, qui proposait de créer une licence globale visant à financer les droits d'auteurs dans le cadre d'échanges de contenus audiovisuels sur Internet. Le député ajoutait qu'il s'agissait de "permettre aux jeunes d'accéder à la culture tout en garantissant aux créateurs la juste rémunération de leur travail", grâce à la création d'une licence globale à paliers qui permettrait de télécharger en toute légalité des contenus sur le Web, en contrepartie du versement d'une somme mensuelle à leur fournisseur d'accès Internet. Cette grille tarifaire serait établie en fonction du volume des téléchargements. Je propose cependant une tranche gratuite correspondant aux téléchargements d'usage domestique. Cette gratuité concernerait une certaine quantité de bande passante et seuls paieraient les gros téléchargeurs, que sont les institutions et entreprises. Cette gratuité s'accompagnerait d'une refonte de la rémunération des créateurs, rémunérés d'abord au-delà de ce que l'œuvre rapporte, via la licence globale, puis en deçà et finalement plus du tout. Elle instaurerait un plafonnement de la rémunération pour les œuvres commerciales et une sur-rémunération pour celles peu vendues.

Tim Berners-Lee, inventeur du WEB et directeur du WWW, établit le lien entre la gratuité d'Internet et sa nécessaire transformation, car seul un réseau indépendant des applications (comme l'est le réseau électrique vis-à-vis des appareils électroménagers) peut garantir la neutralité du Net. Il ajoute que l'universalité de l'échange d'information est liée au fait que la page Web repose sur des normes ouvertes et disponibles gratuitement et dénonce la tendance des réseaux, tels que iTunes, à sortir du Web en identifiant des contenus à des adresses propriétaires (iTunes au lieu de http).

La gratuité du Web, comme le propose l'OLG, garantirait la préservation de la vie privée, car les contrôles ne porteraient plus sur les contenus, mais uniquement sur les volumes échangés. La gratuité numérique aurait enfin un enjeu social et écologique, car en posant des limites au volume des échanges. Elle établirait aussi des limites dans notre rapport aux biens immatériels, de façon, nous dit Paillard, à articuler leur usage

³ Laurent Paillard, *La gratuité intellectuelle*, Paris, Parangon, p. 73.

à la matérialité de notre existence, qui s'inscrit dans un monde fini. La gratuité limitée redonnerait donc de la valeur aux biens immatériels et aux biens communs consommés pour faire fonctionner Internet. Internet est insoutenable dans son fonctionnement actuel puisqu'il dépense déjà plus d'énergie que l'aviation civile et que les experts estiment que cette consommation, qui double tous les quatre ans, atteindra, en 2030, la totalité de la consommation d'énergie actuelle. Internet représente déjà l'équivalent de la production de 40 centrales nucléaires et deux clics avec sa souris émettent, en moyenne, selon Alex Wissner-Gross, physicien à l'Université de Harvard, autant de carbone qu'une tasse de thé bien chaud, en générant 14 grammes d'émission de carbone, soit quasiment l'empreinte d'une bouilloire électrique (15 g)⁴. Quelques centaines de requêtes sur Internet par jour dépassent le quota de CO2 auquel chaque humain a droit.

LVSL – On pourrait vous répondre que le fait qu'il y ait un prix sur l'énergie limite la consommation d'énergie fossile polluante. Ce à quoi vous répondez qu'au contraire, imaginer la gratuité de l'énergie requiert d'élaborer une transition rapide entre un mode de vie énergivore et un mode de vie sobre. Vous voulez donc dire que la gratuité de l'énergie ne pourra se faire qu'une fois la transition opérée ? Le scénario Negawatt pose l'objectif de 2050, la gratuité n'est donc pas pour demain ? Ne craignez-vous pas qu'il y est un effet rebond pour la consommation ?

► **Paul Ariès** – Je vous remercie de cette question d'actualité, car il y a urgence à sortir du vrai-faux débat sur le prix du carburant. Je prône, avec les milliers de personnes signataires de l'appel "Vers une civilisation de la gratuité" (appelgratuite.canalblog.com) de nous retrouver autour du principe du droit à l'énergie et de sa gratuité. Nous devons imposer dans le débat public les bonnes questions qui sont celles du droit de se chauffer et de se déplacer dans le cadre d'une nécessaire transition écologique, d'une sortie de l'économie carbonée.

Nous appelons à défendre la gratuité de l'énergie élémentaire, c'est-à-dire celle des tarifs différenciés selon les usages, celle de la gratuité des TC urbains et périurbains, celle de la gratuité des TER, une gratuité garantissant des droits, celui de se chauffer, celui de se déplacer, celui de vivre et travailler au pays, celui du droit à la ville pour les milieux modestes (contre la gentrification). Nous ne devons pas courir après les ligues de contribuables, les anti-fiscalistes, qui défendent le chacun pour soi et la civilisation meurtrière de l'automobile.

On pourrait me dire qu'il est paradoxal d'envisager la gratuité de l'énergie correspondant aux besoins élémentaires de la population alors que la planète subit les conséquences catastrophiques d'un siècle d'énergie carbonée bon marché et que les ressources conventionnelles de pétrole et de gaz sont en voie d'épuisement. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent, car le caractère marchand de l'énergie est incapable de garantir à chacun le minimum d'énergie indispensable pour vivre et conduit, par ailleurs, la planète dans le mur.

Le capitalisme, passé par l'âge du charbon, du pétrole, des énergies non conventionnelles, type gaz de schiste, ne peut digérer les énergies renouvelables, sauf à les adapter à sa propre logique d'abondance marchande et non pas d'économies d'énergie, comme il l'envisage avec les parcs éoliens implantés en pleine mer ou avec les fermes agricoles géantes où ce n'est plus la production alimentaire qui rentabilise, mais les déjections animales transformées en énergie !

⁴ http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/01/12/une-recherche-google-a-un-cout-energetique_1140651_651865.html#6BoswWMeAoTq5dWj.99

L'énergie marchande n'est pas produite d'abord pour satisfaire les besoins des humains, mais pour la capitalisation des actionnaires. Le système capitaliste a un besoin impérieux que les consommateurs consomment et même qu'ils consomment de plus en plus d'énergie. Le caractère insoutenable du système n'est donc pas de la responsabilité de ceux qui prônent la gratuité, mais des marchands. Les experts évoquent, d'ailleurs, de plus en plus le risque de pénurie d'électricité en France, non pas par manque de nucléaire, mais parce qu'on a construit de grosses unités de production centralisées. Conséquence : les pertes d'énergie sont considérables puisqu'on estime que le tiers de l'énergie primaire disponible est gaspillée lors des processus de transformation en énergie finale. Dans ce domaine, comme dans les autres, le caractère marchand de l'énergie est inséparable des choix effectués en matière de science et techniques. Le capitalisme n'a ainsi retenu de la science thermodynamique que ce qui lui correspondait, c'est-à-dire la mise en équivalence de tous les systèmes énergétiques mesurés selon une même unité calorique, alors que les conséquences sociales, écologiques sont dissemblables, comme lui-même met en équivalence les marchandises avec l'argent. Le capitalisme a refoulé, en revanche, ce que cette même science thermodynamique dit du caractère entropique de l'univers, car si la quantité d'énergie reste toujours la même (premier principe), elle n'est plus disponible en raison de sa dispersion (second principe). Le moment semble donc venu de payer la facture entropique.

□ Le choix de la sobriété énergétique

La gratuité s'avère le plus court chemin pour remplacer l'architecture centralisée des systèmes énergétiques par la production locale d'énergies renouvelables, car elle favorise le choix de la sobriété contre celui des modèles d'abondance promus par l'industrie. Elle s'impose d'autant plus que la France n'est pas capable d'adopter, à l'instar d'autres pays, des solutions en demi-teinte, comme la tarification progressive, les systèmes de bonus-malus, etc.

LVSL – En quoi la gratuité peut-elle participer au processus de transition écologique ? Est-elle une condition sine qua non de la sobriété ?

► Paul Ariès – Le livre *Gratuité vs capitalisme* ouvre tous les dossiers et donne tous les chiffres qui montrent que le bilan écologique de la gratuité est excellent, car **il ne s'agit pas de rendre gratuit ce qui existe, mais d'utiliser la gratuité pour repenser les produits.**

Nous pouvons reprendre votre exemple de l'énergie. La gratuité du bouclier énergétique satisfait une visée écologique, car en rendant plus chers les derniers kWh consommés, elle incite à réduire les consommations en récompensant les économies. Il s'agit donc bien d'utiliser ce mécanisme économique incitatif pour combattre toutes les formes de gaspillage.

La gratuité oppose donc au scénario du développement par l'abondance énergétique, promu par le Conseil mondial de l'énergie, un autre scénario fondé sur l'efficacité et la sobriété énergétiques. Ce scénario est d'autant plus crédible que la consommation d'énergie diminue, depuis quelques années, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, au-delà de l'impact de la crise et des délocalisations. Cette bonne nouvelle a permis, en 2017, à l'association Négawatt de revoir à la hausse ses prévisions de réduction de consommation. Un nouveau scénario pour la période 2017-2050 a donc été travaillé (après ceux des années 2003, 2006 et 2011), avec pour objectif la réduction de moitié de la consommation d'énergie finale et de 63 % de l'éner-

gie primaire, grâce au développement conjoint de la sobriété, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. J'insiste sur le fait que cet objectif est visé à qualité de vie inchangée. Le concept de Négawatt, inventé par le grand spécialiste nord-américain Amory B. Lovins (prix Nobel alternatif en 1983) se fonde sur la réduction à la source des besoins en énergie, par la sobriété. Il appelle à ne plus laisser les entreprises du secteur imposer les normes, mais à étudier en détails les besoins en énergie, en partant des différents types d'usages, tant individuels que collectifs. **Le principe est de consommer mieux au lieu de produire plus**, en se défaisant de la dépendance aux énergies fossiles et fissiles. Les Négawatts sont donc de l'énergie non consommée, grâce à un usage plus sobre, plus efficace et aussi aux énergies renouvelables (ENR).

Le nouveau scénario Négawatt retient l'hypothèse d'un passage à 100 % d'ENR dès 2050, grâce à la biomasse, à l'éolien et au photovoltaïque. Le pétrole ne serait plus utilisé que pour des usages non énergétiques et la dernière centrale nucléaire fermerait en 2035. Ce scénario n'est possible qu'en utilisant les ressources locales diversifiées, en maîtrisant mieux le nombre, le dimensionnement et l'usage des nombreux appareils et des équipements. Il repose sur la primauté du gaz/électricité (non conventionnelle), en stockant les excédants d'électricité (locale et non fissile), sous forme de méthane de synthèse (selon la technologie power-to-gas).

Le grand Service public de la performance énergétique de l'habitat, déjà évoqué, serait chargé d'opérer des diagnostics gratuits, par caméra thermique pour donner des conseils gratuits sur les techniques et les tarifs des travaux (qui pourraient être aidés). Il devrait également informer sur le choix d'équipements peu gourmands en énergie fossile (au moyen, par exemple, d'un label). L'État devrait, enfin, se doter des moyens juridiques, techniques et humains, afin de réduire ses propres consommations. Par exemple, via des actions sur l'éclairage public (215 % d'économie en moyenne), mais aussi par la recherche d'une meilleure efficacité énergétique dans l'ensemble des fonctions publiques et tout le service public.

La gratuité de l'énergie élémentaire s'avère donc la stratégie gagnante pour sortir au plus vite de l'énergie carbonée, en misant sur les ENR en fonction des meilleures sources locales : éolien, solaire, biomasse, géothermie, biogaz, valorisation énergétique des déchets, etc. Je prends le pari qu'il sera ainsi possible de rattraper très vite le retard de la France par rapport à l'Europe du Nord, y compris en matière de réseaux de chaleur (une cinquantaine seulement en France), alors qu'ils vendent l'énergie 20 % moins chère et contribuent largement à combattre les gaspillages.

LVSL – Comment pensez-vous rendre cette idée hégémonique dans la société ? Pensez-vous que la présenter tel qu'elle soit aujourd'hui efficace politiquement ? Quel récit voulez-vous construire autour de ce terme ?

► Paul Ariès – Nous avons lancé une mobilisation continue autour de trois premiers moments forts : la parution en septembre 2018 du livre manifeste *Gratuité vs capitalisme* ; le lancement en octobre de l'appel "Vers une civilisation de la gratuité" ; et l'organisation le samedi 5 janvier à Lyon d'un Forum national de la gratuité. Nous voulons proposer aux citoyens, aux partis, de mettre la question de la gratuité au cœur des prochaines élections municipales. J'insiste avec, par exemple Alternatiba, sur le fait que **ces territoires locaux sont la bonne échelle pour commencer la transition écologique**. J'appelle à multiplier les ilots de gratuité dans l'espoir qu'ils deviennent ensuite des archipels et après-demain des continents.

"Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles". Cette citation du poète Paul Valéry illustre parfaitement la période actuelle puisque l'humanité est confrontée à une crise qui affecte tous les domaines de son existence : crise financière, économique, sociale, politique, énergétique, technique, écologique, anthropologique...

Cette crise n'est d'ailleurs pas seulement globale, mais systémique, au sens où quelque chose fait lien entre ses multiples facettes. Ce qui fait lien ce n'est pas tant que la société a sombré dans la démesure, mais le fait que le paradigme fondateur de la civilisation marchande soit entré lui-même en dissonance. Nous craignons tout autant de la victoire du processus de marchandisation, qui a conduit, depuis deux siècles, à rendre marchand tout ce qui pouvait l'être, qu'à l'impossibilité structurelle de ce même processus de se poursuivre au-delà.

Cette crise systémique n'est donc pas seulement une crise des méfaits, bien réels, de la marchandisation, mais un blocage structurel lié à la logique de marchandisation elle-même. C'est pourquoi la seule perspective réaliste est de sortir de la marchandisation et d'avancer vers une civilisation de la gratuité.